

Aménagement des examens et confinement : les obsessions de Blanquer



Le 3 avril, Jean-Michel Blanquer a fait un certain nombre d'annonces concernant les modalités de passation des examens cette année. Malgré l'ampleur de la crise sanitaire, le ministre laisse libre cours à ses obsessions autoritaires, libérales et réactionnaires.

OBSESSION 1

Contrôle continu et assiduité au programme

Il a fallu plusieurs semaines pour que le ministre cesse de vouloir ouvrir les établissements au mépris des risques sanitaires encourus par les élèves et les personnels. Le 12 mars, Blanquer affirmait que les écoles ne fermeraient pas. Il était démenti par Macron le soir-même.

Alors que le ministre affirmait dans les médias il y a

encore peu, contre l'évidence, que les examens terminaux du baccalauréat se tiendraient, il a dû se résoudre à les annuler.

Le choix du contrôle continu intégral est un changement de règles en cours d'année, qui portera nécessairement préjudice à une proportion importante d'élèves.

Cependant le ministre, désavoué à de multiples reprises, communique sur un enseignement qui se poursuivrait jusqu'au 4 juillet, y compris en terminale. L'assiduité deviendrait une condition sine qua non de l'obtention du baccalauréat. À y regarder de plus près, il s'agit bien encore d'un « coup de com' » car le site du ministère précise seulement à ce sujet que le jury de baccalauréat « tiendra compte de l'ensemble des autres éléments du livret (progression de l'élève, efforts relevés par le conseil de classe, assiduité) pour attribuer les notes définitives ».

Pour SUD éducation **la réouverture des écoles et des établissements du 2nd degré ne doit pas s'effectuer tant que la sécurité et la santé des personnels ne sont pas pleinement garanties.** La plus

OBSESSION 2

Des notes pendant le confinement

Blanquer ne se positionne pas clairement sur la prise en compte des notes durant le confinement, même s'il dit que les notes obtenues pendant le confinement ne doivent pas être prises en compte dans le contrôle continu. Cette confusion montre bien à quoi doit ressembler la prétendue « continuité pédagogique » pour Blanquer : continuer à noter même si les apprentissages ne peuvent pas avoir lieu ! L'autorisation d'évaluations notées, même si elles ne seront pas comptabilisées pour le baccalauréat, pendant le confinement entraîne une rupture d'égalité entre les élèves qui n'ont pas accès aux mêmes outils ni aux mêmes aides. Cela risque d'accroître les difficultés des enseignant-e-s qui essaient de communiquer avec les élèves.

grande prudence doit prévaloir en la matière. Le ministre, qui a perdu toute crédibilité, doit cesser d'évoquer des dates de reprise tant que les conditions sanitaires ne le permettront pas.

SUD éducation appelle à délivrer le baccalauréat et le DNB à tou-te-s les candidat-e-s inscrit-e-s en garantissant le redoublement à celles et ceux qui le souhaitent dans leur établissement.

C'est la méthode Blanquer à l'œuvre : des annonces suivies de consignes floues qui conduisent à un renvoi au local entraînant un accroissement des inégalités et des tensions.

On voit une fois encore la valeur qu'il faut accorder aux consignes visant à assurer une prétendue « continuité pédagogique » qui apparaît encore plus impossible.

SUD éducation revendique pour sa part qu'il n'y ait aucune prise en compte d'évaluation durant cette période.

OBSESSION 3

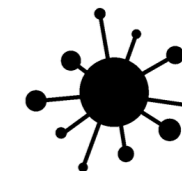
Le tri social avec Parcoursup

S'il y a bien une chose que le ministre n'entend pas stopper en cette période, c'est la machine de tri social qu'est Parcoursup. Les candidat-e-s, qui ont déjà entré leurs vœux, avaient jusqu'au 2 avril pour les confirmer et compléter leurs dossiers de candidature. Cette opération très lourde renforce encore les inégalités. Les enseignant-e-s déjà débordé-e-s par le maintien du lien à distance avec les élèves peuvent difficilement aider les élèves. Les inégalités d'accès au numérique vont se révéler crûment : nombre d'élèves comptaient réaliser ces dossiers dans l'établissement, en utilisant ses équipements informatiques. Et cela renforcera encore les inégalités de remplir ou faire des dossiers quand on n'a pas d'aide.

Cette obstination à vouloir à tout prix maintenir les remontées pour le 2 avril est d'autant plus absurde que les établissements du supérieur ne peuvent trier les dossiers en ces temps de confinement. Les enseignant-e-s du supérieur consacrent déjà davantage de leur temps à leurs enseignements que d'habitude du fait de la charge de travail à distance. Il est donc irréaliste d'envisager qu'ils et elles vont en plus éplucher les milliers de dossiers Parcoursup et délibérer à distance.

SUD éducation dénonce cette situation ubuesque et revendique la seule solution qui s'impose en cette période et après : pas de sélection !

CORONAVIRUS



Fermeture des écoles, collèges, lycées, et universités :

SUD éducation agit pour les droits et la santé des personnels et des élèves

